

portant ouverture de crédits provisoires pour le mois de mars 1951: *Discussion générale* [28 février 1951] (p. 1702, 1703); Art. 4: *Demande de rétablissement de l'article ouvrant des crédits pour les programmes d'entretien courant de la Défense nationale, présentée par le Gouvernement* (p. 1706, 1707, 1708); — du projet de loi portant réalisation d'un plan d'économies; ANCIENS COMBATTANTS: *Sa motion préjudicielle tendant à surseoir aux débats en raison des retards pour la délivrance de titres de déportés-résistants* [5 mai 1951] (p. 4621, 4622); Chap. 6020: *Demande de disjonction du chapitre, présentée par Mme Claeys, relative à l'indemnisation de pertes de biens subies par les déportés* (p. 4624); — du projet de loi relatif aux investissements économiques et sociaux pour 1951; INVESTISSEMENTS HORS MÉTROPOLE: *Son amendement tendant à réduire de 1.500 millions les investissements en Sarre* [6 mai 1951] (p. 4705, 4706). = S'excuse de son absence [30 mai 1947] (p. 1834); [13 janvier 1948] (p. 129); [15 mars 1950] (p. 2059); [25 avril 1950] (p. 2806). = Obtient des congés [13 janvier 1948] (p. 129); [25 avril 1950] (p. 2806).

SERVIN (M. Marcel), Député de la Haute-Saône.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). = Est nommé membre: de la Commission de l'Intérieur [17 décembre 1946] (p. 102); [26 janvier 1948] (p. 194); [18 janvier 1949] (p. 34); [17 janvier 1950] (p. 300); de la Commission de la réforme administrative [1^{er} août 1947] (p. 3837).

Dépôts :

Le 27 février 1947, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur le projet de loi ayant pour objet la ratification du décret n° 46-2971 du 31 décembre 1946 relatif à l'institution d'un régime de sécurité sociale pour les fonctionnaires, n° 755. — Le 12 juin 1947, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de résolution de M. Cogniot et plusieurs de ses collègues, tendant à inviter le Gouvernement à faire rouvrir les travaux de la Commission interministérielle chargée d'exa-

miner les propositions de surclassement des localités, en vue de réviser les conditions d'attribution de l'indemnité de résidence aux fonctionnaires exerçant dans les communes classées « déshéritées », n° 1659. — Le 4 mai 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à ne permettre la fermeture d'aucune exploitation minière de quelque nature que ce soit, n° 4116. — Le 22 février 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre en charge la totalité des dépenses résultant, pour les victimes et leur famille, de la catastrophe ferroviaire de Port-d'Atelier et à prendre toutes mesures pour que pareil accident ne puisse se renouveler, n° 6539. — Le 8 avril 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rétablir les parités de traitement entre les classes et échelons du corps des administrateurs civils et du cadre provisoire des agents supérieurs, n° 7001. — Le 17 mai 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à maintenir en activité les houillères de Ronchamp (Haute-Saône), n° 9975. — Le 3 novembre 1950, une proposition de loi abrogeant l'acte dit loi du 20 juillet 1940 et rétablissant le régime du forfait pour les bouilleurs de cru, n° 11174. — Le 23 décembre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux familles des victimes de la catastrophe minière de Ronchamp (Haute-Saône) un premier secours d'un million de francs, n° 11755. — Le 8 janvier 1951, une proposition de loi tendant au maintien à Vesoul des arrondissements des services « Exploitation » et « Voies et Bâtiment » de la S.N.C.F., n° 11883.

Interventions :

Est entendu au cours du débat sur le projet de loi relatif à l'institution d'un régime de sécurité sociale pour les fonctionnaires, en qualité de Rapporteur: *Discussion générale* [27 mars 1947] (p. 1166, 1170, 1171), [28 mars 1947] (p. 1226, 1229, 1230); Article unique: *Contre-projets de MM. André Morice et Yves Fagon* (p. 1241); *Amendement de M. André Morice tendant à permettre aux mutuelles de jouer un rôle important dans la gestion des risques* (p. 1250). — Pose à M. le Ministre des Travaux publics une question relative à la mise

en service des autorails ou trains de voyageurs entre Vesoul et Dijon par Gray [23 mai 1947] (p. 1744). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre financier (Budget ordinaire, Services civils, exercice 1947); Art. 27 *ter* (nouveau) : *Prorogation accordée aux fonctionnaires avant leur mise à la retraite* [29 mai 1947] (p. 1791, 1792); *Son amendement tendant à abroger l'article 10 de la loi du 15 février 1946* (ibid.). — Est entendu au cours du débat : sur la demande de discussion d'urgence d'une proposition de résolution de M. Duclos tendant à inviter le Gouvernement à faire un accord avec les fonctionnaires, en qualité de *Rapporteur* [10 juillet 1947] (p. 2926, 2927, 2929, 2930); — sur la discussion de la proposition de résolution de M. Dagain invitant le Gouvernement à accorder un acompte provisionnel aux fonctionnaires : *Discussion générale* [16 juillet 1947] (p. 3064); — sur le projet de loi tendant à accorder un acompte provisionnel aux fonctionnaires : *Motion préjudicielle de M. Duclos invitant le Gouvernement à élever les crédits pour l'acompte provisionnel, à diminuer ceux de la défense nationale* [16 juillet 1947]; (p. 3073, 3074) — Est entendu sur un rappel au règlement : *Date d'application de la loi sur la protection de la liberté du travail* [29 novembre 1947] (p. 5414). — Prend part à la discussion du projet de loi tendant à la protection de la liberté du travail; Art. 2 : *Ses observations sur les sabotages dans les chemins de fer* [29 novembre 1947] (p. 5423). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance du 29 novembre 1947 [3 décembre 1947] (p. 3449). — Prend part à la discussion ; du projet de loi portant réorganisation des compagnies républicaines de sécurité; Art. 1^{er} : *Contre-projet de M. le général Malleret-Joinville tendant à définir exactement les effectifs des 64 compagnies* [9 décembre 1947] (p. 5578); Art. 2 : *Son amendement tendant à accorder aux radiés des cadres une pension avec jouissance immédiate* (p. 5580, 5581, 5582); Art. 3 : *Amendement de M. Mont tendant à tenir compte, dans le recrutement, de la valeur professionnelle* (p. 5584) ; Art. 6 : *Amendement de M. Demusois tendant à supprimer le dernier alinéa relatif au droit de grève* (p. 5586, 5587, 5588) ; — de propositions de loi relatives au prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation; Art. 7 : *Amendement de M. Rochet tendant à relever l'abattement pour les agriculteurs* [7 mars 1948] (p. 151,6 1517), — Est entendu sur la Conférence des Présidents : *Débat sur la fermeture des houillères de Ronchamp* [20 avril 1948] (p. 2103). — Dépose une demande d'interpellation sur la fermeture des mines de Ronchamp [22 avril 1948] (p. 2197). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Débat sur son interpellation sur la fermeture des houillères* [27 avril 1948] (p. 2315). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au dégageement des cadres ; *Nouveau texte de la Commission (Statut de la fonction publique)* [3 juin 1948] (p. 3168, 3169, 3170); Article unique : *Amendement de M. de Tinguy tendant à licencier titulaires ou non-titulaires au choix suivant la compétence* (p. 3172); *Amendements de MM. Badie, Kuehn et Bruyneel tendant à ne pas licencier les Résistants* (p. 3175); *Amendement de M. d'Astier de la Vigerie tendant à licencier d'abord les fonctionnaires frappés par l'épuration administrative* (p. 3178); *Ses explications de vote sur l'article* (p. 3182); — du projet de loi tendant au redressement économique et financier; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à supprimer l'article* [9 août 1948] (p. 5588, 5589, 5590); *Amendement de M. Mont relatif aux conditions de suppression d'emplois* (p. 5598, 5599); — du projet de loi portant statut du personnel de la police : *Question préalable posée par M. Bouvier* [20 septembre 1948] (p. 6753, 6754); *la reprend à son nom* (p. 6754); *Discussion générale* [21 septembre 1948] (p. 6775, 6776); Art. 2 : *Son amendement tendant à ne prononcer de sanctions que dans le respect des garanties disciplinaires* (p. 6781, 6782); — du projet de loi portant autorisation de dépenses d'investissements; Art. 1^{er bis} : *Amendement de M. Minjoz tendant à prévoir le renouvellement du matériel roulant de la S. N. C. F.* [2 mars 1949] (p. 1147, 1148, 1149). — Dépose une demande d'interpellation sur la fermeture de la mine de Ronchamp (Haute-Saône) [13 octobre 1949] (p. 5766). — Prend part à la discussion du projet de loi de finances pour l'exercice 1950; Art. 5 : *Son amendement tendant à affecter 500 millions aux houillères menacées de fermeture* [28 décembre 1949] (p. 7490, 7491). — Dépose une demande d'interpellation : sur la fermeture des houillères de Ronchamp (Haute-Saône) [17 mai 1950] (p. 3765); — sur la catastrophe minière de Ronchamp [21 décembre 1950] (p. 9431).